

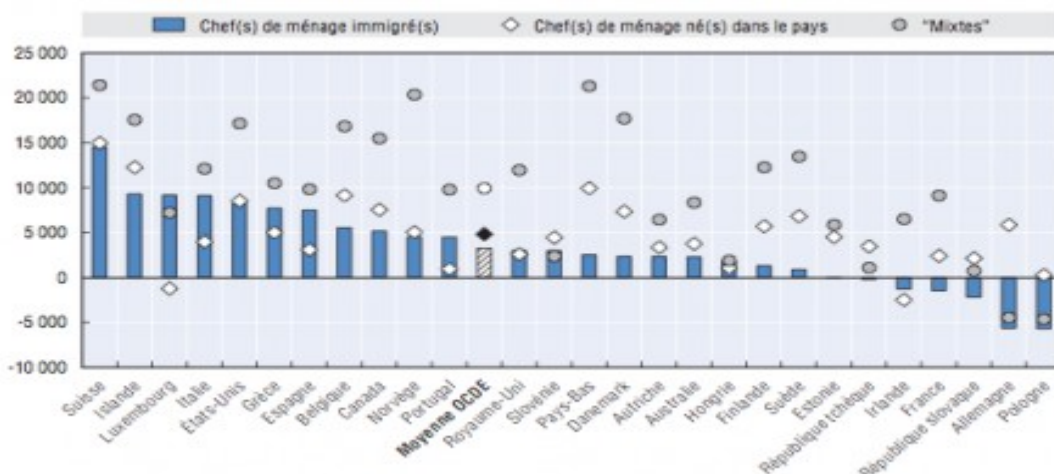
# COÛT DE L'IMMIGRATION: ÉGAL À ZÉRO DANS LES PAYS DE L'OCDE

13 JUIN 2013 | PAR [CARINE FOUTEAU](#)

Tout compte fait, l'immigration, dans les pays riches, ne représente en moyenne ni un gain ni un poids significatif en matière de finances publiques. Telle est la conclusion d'une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), publiée le 13 juin à l'occasion de la sortie de son [rapport annuel sur les migrations internationales](#). De quoi apporter la contradiction aux représentants politiques, qui, à droite et à l'extrême droite en Europe, font la chasse aux immigrés au nom de leur supposé coût pour les sociétés d'accueil. Les données présentées, émanant de l'ensemble des pays européens de l'OCDE ainsi que de l'Australie, du Canada et des États-Unis, révèlent un impact fiscal global positif mais modeste. « *Les immigrés sont donc semblables au reste de la population à cet égard* », commentent les auteurs soucieux de mettre à mal les idées reçues et d'empêcher les récupérations politiques. « *Le maintien des stéréotypes, regrettent-ils, reste l'objectif de certains groupes cherchant davantage à créer des remous politiques plutôt qu'à proposer des solutions concrètes aux problèmes économiques réels.* » « *Dans ce contexte, poursuivent-ils, il est essentiel de mieux comprendre les conséquences budgétaires de l'immigration et d'opposer aux préjugés des faits indiscutables.* »

Sur fond de crise économique et de hausse du chômage, les opinions publiques européennes sont, de fait, sensibles à cette question. En France, y compris hors période électorale, Marine Le Pen, la numéro un du FN, propose de supprimer les allocations familiales des étrangers, tandis qu'en Grande-Bretagne, pour contrer le parti nationaliste Ukip, le premier ministre conservateur David Cameron annonce la mise en place de restrictions aux droits sociaux des immigrés.

Cette étude comparative, fondée sur les résultats des enquêtes sur la situation des ménages, est la première de l'OCDE et l'une des premières dans un champ que la science économique commence tout juste à défricher. Elle mesure, à un moment donné, les impôts et les cotisations de sécurité sociale des immigrés (définis comme les personnes nées à l'étranger) d'une part, et les transferts sociaux dont ils bénéficient d'autre part. Les résultats varient selon les hypothèses retenues, mais l'incidence fiscale de l'immigration est « *généralement faible relativement au PIB* » : elle dépasse rarement 0,5 % du PIB pour une année donnée dans un sens ou dans l'autre.



Contribution moyenne des ménages en matière de fiscalité directe entre 2007 et 2009. ©OCDE

« *Les craintes associées aux questions migratoires sont infondées en termes d'impact fiscal* », résume Jean-Christophe Dumont, chef de la division des migrations internationales de l'OCDE, qui rappelle que la méthode choisie évalue l'impact de l'immigration qui s'est produite pendant les décennies récentes et donc pas celui des flux actuels.

Une hausse des arrivées n'implique ainsi pas nécessairement un alourdissement de la dette publique. « *Si les politiques des cinquante dernières années ont abouti à un impact budgétaire net quasiment neutre, une meilleure gestion des migrations de travail internationales, fondée sur les besoins du marché du travail et attentive à l'intégration, ne peut être que bénéfique* », assurent les auteurs du rapport, qui observent, en 2011 et en 2012, une reprise des mouvements de population après quatre années successives de baisse assez forte.

« *Les politiques d'intégration représentent un bon investissement pour l'avenir* »

La contribution nette est déjà positive dans plusieurs pays. Elle est particulièrement élevée en Suisse et au Luxembourg (respectivement +2 % et +1,9 % du PIB), où les immigrés, qui proviennent essentiellement de pays à haut revenu, sont surreprésentés dans la population d'âge actif. Mais elle l'est aussi aux États-Unis, au Canada, en Norvège, en Italie, en Grèce, en Espagne et au Portugal, qui ont en commun, au-delà de la diversité de leurs situations, une immigration de travail plus importante qu'ailleurs.

En France, en Irlande, en Allemagne et en Pologne, en revanche, la contribution est globalement négative. De peu dans l'Hexagone et outre-Rhin où cette situation s'explique par l'ancienneté d'une immigration plus familiale que professionnelle. Conséquence : les migrants âgés y sont surreprésentés parmi les bénéficiaires de pensions de retraite et les femmes immigrées de la première génération sont encore éloignées de l'emploi malgré des améliorations.

Comparativement aux personnes nées sur place, les ménages immigrés rapportent moins aux finances publiques. Cet écart, insistent les auteurs, ne s'explique pas par une plus forte dépendance aux prestations sociales, mais par des niveaux d'impôts et de cotisations plus faibles, liés au fait qu'ils travaillent dans des conditions généralement plus précaires à des salaires inférieurs. *« La plupart des immigrés ne viennent pas dans leur pays d'accueil pour pouvoir bénéficier des prestations sociales, soulignent les auteurs, mais pour trouver un emploi et améliorer leurs conditions de vie et celles de leur famille. Or, pour y parvenir, l'emploi est plus efficace que les allocations. »*

Dans certains pays, la situation est inversée : les immigrés contribuent proportionnellement plus que les « autochtones ». C'est le cas dans les pays du sud de l'Europe à immigration de travail récente et dans les pays où le taux d'emploi des immigrés est supérieur à celui des nationaux.

D'où les recommandations des experts de l'OCDE de favoriser l'insertion dans le travail des immigrés, et notamment des femmes. Pour cela, ils préconisent la mise en place de politiques d'intégration et de lutte contre les discriminations. Ils estiment par ailleurs que les États n'ont pas intérêt à fermer leurs portes aux travailleurs peu qualifiés, qui présentent en moyenne une contribution budgétaire nette supérieure à celle de leurs collègues nés sur place. Pas plus qu'aux familles car, remarquent-ils, plus les immigrés arrivent jeunes, plus leurs carrières professionnelles sont longues et fructueuses. *« Y compris en temps de crise, les gouvernements ne doivent pas faire l'impasse sur les politiques d'intégration, estime Jean-Christophe Dumont, celles-ci sont nécessaires pour la cohésion sociale, mais aussi pour l'économie : elles représentent un bon investissement pour l'avenir. »*

L'avenir, de toutes façons, ne peut se faire sans les migrants dans des pays où le vieillissement de la population va peser de plus en plus fortement sur les dépenses liées aux retraites, à la santé et aux soins de longue durée. En 2020, rappellent les auteurs, dans les pays de l'OCDE, en l'absence d'immigration, le nombre d'entrées sur le marché du travail serait inférieur de 30 % en moyenne à celui des sorties.

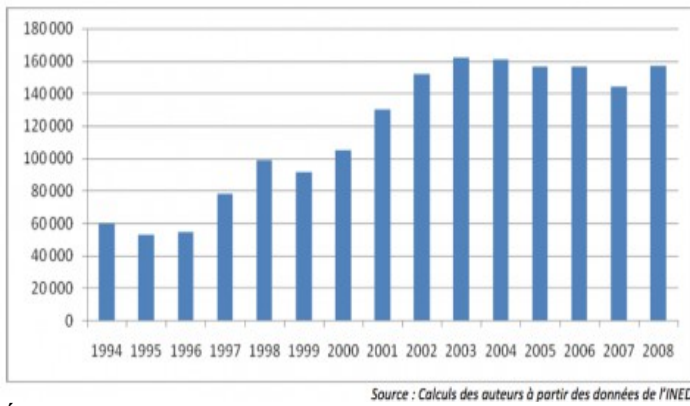
### **Les immigrés, surtout les femmes, contribuent à la croissance économique**

19 AVRIL 2013 | PAR [CARINE FOUTEAU](#)

Au moment où le gouvernement entend améliorer l'attractivité de la France à l'égard des travailleurs qualifiés et des étudiants étrangers, la publication des travaux de trois économistes sur les liens entre immigration et PIB tombe à point nommé. Mises en ligne par le Centre pour la recherche économique et ses applications (Cepremap) et le Centre d'études et de recherches sur le développement international (Cerdi), leurs conclusions pourraient alimenter le débat prévu sur le même thème au Parlement et, en partie, le réorienter.

La séance initialement programmée à l'Assemblée nationale le 16 avril a été reportée en raison des modifications d'agenda liées à l'examen du projet de loi sur le « mariage pour tous », celle au Sénat devrait avoir lieu le 24 avril. Ce qui laisse le temps, aux parlementaires et aux ministres concernés, de mouliner les nouvelles données.

Dans un article intitulé « Immigration et croissance économique en France entre 1994 et 2008 » ([à lire ici dans son intégralité](#)), Hippolyte d'Albis, professeur à l'École d'économie de Paris et à Paris I, Ekrame Boubtane au Cerdi de l'Université d'Auvergne et Dramane Coulibaly au laboratoire EconomiX-CNRS de l'Université Paris-Ouest montrent que la venue d'immigrés, et notamment des femmes, a un effet « positif et significatif » sur le PIB par habitant et qu'inversement une croissance soutenue attire les immigrés.



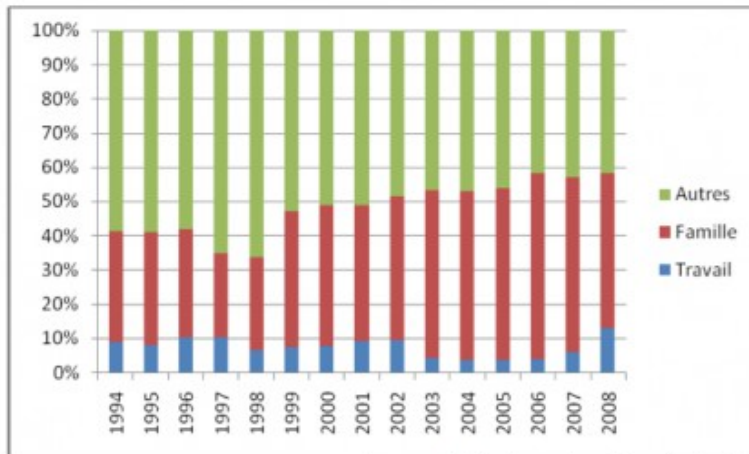
Évolution de la délivrance des titres de séjour d'au moins un an aux ressortissants de pays extra-communautaires  
 La méthode adoptée est économétrique au sens où, purement statistique, elle consiste à évaluer quantitativement la relation entre immigration et croissance sans a priori ni hypothèses théoriques. Elle ne cherche pas à valider un scénario, elle est sans arrière-pensées politiques, elle se contente de mesurer l'interaction de séries de chiffres. Trois types de données administratives sont utilisées : le PIB par habitant, le taux de chômage et le taux de migration (obtenu en divisant le nombre de premiers titres de séjour d'une durée de validité d'au moins un an par le nombre de résidents en France métropolitaine). Leur caractéristique est d'être exhaustives (elles ne sont pas issues d'un échantillon) et évolutives (mensuelles, elles couvrent une période allant de 1994 à 2008). Ne sont prises en compte que les arrivées d'étrangers de pays tiers à l'UE, les ressortissants européens ayant accès au marché du travail sans autorisation. Les travailleurs temporaires et les personnes en situation irrégulière sont exclus du champ de l'étude.

La simulation révèle que « l'élasticité du PIB par habitant par rapport au taux de migration est de 0,017 ». Autrement dit qu'une augmentation de 1 % du taux de migration a pour conséquence d'accroître la richesse par personne et par an (évalué à 30 143 euros en 2008) d'environ 5 euros, soit une hausse du PIB total de 318,4 millions d'euros, compte tenu que la même année la population en France métropolitaine avoisinait 62,1 millions. À titre d'indication, le taux de migration observé en 2008 a été de 0,25 %, 160 000 titres de séjour ayant été délivrés. Autre remarque : la hausse du PIB par tête signifie que la contribution de la population immigrante est supérieure à la contribution moyenne.

Répugnant à mettre en vis-à-vis des chiffres et des personnes, Hippolyte d'Albis, qui a reçu en 2012 le prix du meilleur jeune économiste pour ses travaux d'économie démographique, souligne que les tendances importent plus que les traductions en euros. « Contrairement à une idée parfois commune (...), écrivent les économistes, la plupart des études empiriques ne permettent pas de conclure à un effet négatif de l'immigration sur l'économie du pays d'accueil. L'étude du cas de la France entre 1994 et 2008 va au-delà. Bien que la majorité des bénéficiaires de titres de séjour de plus d'un an soit venue pour raisons familiales, les immigrés en provenance de pays tiers ont significativement contribué à la croissance du PIB par habitant. Ils ont donc participé à l'amélioration des conditions de vie moyennes des autochtones. »

« Les femmes immigrées contribuent deux fois plus »

Les résultats sont dépliés par catégorie d'immigration (travail, famille, études, etc.). De manière contre-intuitive, la réaction de la croissance à l'immigration familiale, principalement composée de femmes rejoignant leur mari français ou étranger, est la plus nette. Pourquoi ? Le modèle ne renseigne pas sur les raisons. Mais Hippolyte d'Albis avance une hypothèse plausible : « Nos résultats montrent que les femmes venues en France pour rejoindre leur époux contribuent beaucoup et très positivement. Cela prouve que ces femmes travaillent le plus souvent et qu'en travaillant, elles permettent à d'autres personnes de travailler. Par exemple, elles sont très présentes dans les métiers de garde d'enfant. Ce faisant, elles libèrent le temps des parents qui restaient auparavant à la maison au profit d'emplois qualifiés. Leur travail a un effet multiplicateur. On pourrait dire qu'elles contribuent deux fois. »



Source : calculs des auteurs à partir des données INED

### Les entrées par motifs d'immigration

Plusieurs interprétations coexistent pour expliquer la corrélation entre immigration et enrichissement. Dans une économie complexe, la complémentarité des compétences est déterminante. « *Les migrants avec leur passé, leur volonté, leurs différences sont un plus* », indique Hippolyte d'Albis, en se référant à des travaux évaluant l'effet de la diversité des origines des migrants sur la compétitivité des pays d'accueil. Comme n'importe quel individu, les migrants sont eux-mêmes des consommateurs : ils achètent de quoi se nourrir, se vêtir, se divertir. En raison de leur relativement jeune âge, ils viennent compenser (en partie seulement) le vieillissement démographique. Actifs, ils arrivent en général dans la force de l'âge et, de ce fait, coûtent moins cher à la collectivité que les personnes âgées et les enfants. Prêts à l'emploi, ils n'ont pas occasionné de dépenses en matière de formation. Employés le plus souvent à des niveaux inférieurs à leurs qualifications, ils peuvent, en termes macroéconomiques, être considérés comme particulièrement "rentables". Et ce d'autant plus qu'ils sont présents dans des secteurs en plein boom comme les services à la personne et dans des secteurs délaissés par les "nationaux", comme l'agriculture ou le bâtiment.

Alors qu'un élu comme Thierry Mariani, vice-président de l'UMP, plaide en faveur de la baisse des allocations familiales pour les étrangers récemment installés en France, l'étude des trois économistes permet de lutter contre d'insistantes idées reçues. Non seulement les immigrés participent à l'enrichissement du pays et de ses habitants, mais en plus ils ne prennent pas le travail des autres, car, selon les résultats, l'immigration n'a pas d'impact sur le chômage.

Ces travaux apportent par ailleurs un démenti à ceux qui minimisent le travail des femmes dans le cadre de l'immigration familiale et qui perpétuent le préjugé selon lequel ces familles seraient un poids. Ils soulignent enfin que les migrants sont attirés par les destinations en développement économique. Sans savoir distinguer les effets d'une politique de délivrance de titres de séjour plus favorable en période de croissance d'une hausse de l'intérêt des migrants, les auteurs en concluent à « *une certaine pro-cyclicité entre la migration et les performances macroéconomiques* ». Un cercle vertueux résumé en une phrase : la croissance favorise les migrations qui elles-mêmes contribuent à la croissance.

De cet article, les parlementaires et le gouvernement pourraient, en vue du débat et du projet de loi, retenir deux idées : pour assurer la complémentarité des compétences, l'ouverture ne doit pas se limiter aux seuls « *talents* », c'est-à-dire aux salariés hautement qualifiés ; quant à l'immigration familiale, sans doute y aurait-il un sens à intégrer dans les discussions la question du travail des femmes immigrées, dans la mesure où celles-ci contribuent, semble-t-il plus que d'autres, à la richesse nationale.

Lire aussi

[Les immigrés, surtout les femmes, contribuent à la croissance économique](#)

[Immigrés: une boîte à outils pour répondre à Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy](#)

[Etats-Unis, Royaume-Uni, Espagne : les immigrés rapportent plus qu'ils ne coûtent](#)